



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 06/02/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/01/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CABC (Bussy les Poix)**

42 rue de la République  
80110 Moreuil

Références : 2026-E20024  
Code AIOT : 0005103340

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/01/2026 dans l'établissement CABC (Bussy les Poix) implanté COTE FREVO 80290 Bussy-lès-Poix. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CABC (Bussy les Poix)
- COTE FREVO 80290 Bussy-lès-Poix
- Code AIOT : 0005103340
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La CABC est une filiale du groupe NORIAP installée à Moreuil dans la Somme.  
Elle propose aux agriculteurs différents types de travaux et de services : l'épandage, le semis, la

plantation, l'arrachage de betterave et de pommes de terre, l'écimage, le binage, le fauchage-andainage et le chargement par transbordeur. La CABC exploite aussi 6 carrières de craie : Bussy-les-Poix, Vignacourt, Fresnes-Mazancourt, Morcourt, Senlis-le-sec, et Ainal. Le site de Bussy-les-Poix est réglementé par l'arrêté préfectoral du 10/12/2013.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
7	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.2.3.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 1.2.1	Sans objet
2	Renouvellement des garanties financières	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 1.6.4	Sans objet
3	Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.1.4	Sans objet
4	Accès à la voirie	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.1.5	Sans objet
5	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.2.3.1	Sans objet
6	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.2.3.2	Sans objet
8	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.2.3.4	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Au regard des constats réalisés durant la visite d'inspection, il n'est pas proposé de suites administratives. L'inspection rappelle à l'exploitant de porter une attention particulière à ne pas dépasser la capacité de production maximale autorisée qui est de 7000 tonnes par an.

De plus, il est demandé à l'exploitant de transmettre sous 1 mois :

- la consigne/procédure sur les méthodes d'exploitations.

### 2-4) Fiches de constats

N° 1 : Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 1.2.1

**Thème(s) :** Situation administrative, Liste des installations

**Prescription contrôlée :**

Les activités et installations, objet de la présente demande d'autorisation, sont visées par les rubriques suivantes :

Rubrique	Régime	Libellé de la rubrique (activité)	Volume autorisé
2510.1	A	Exploitation d'une carrière	Total : 115 990 tonnes/ 20 ans, soit 5800 tonnes/an en moyenne
2515.1	D	Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres . produits minéraux naturels ou artificiels ou de Installations déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations étant: c) Supérieure à 40 KW, mais inférieure ou égale à 200 KW	Installations mobiles de puissance totale : 175 kW

**Constats :**

La situation administrative du site reste inchangée. En 2024, le site a expédié 6 900 tonnes de produits finis (GEREP). L'exploitant indique que cette année entre 7 000 et 8 000 tonnes ont été expédiés. L'exploitant rappelle que le site est autorisé pour une capacité globale de 115 990 tonnes sur les 20 ans d'exploitation.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant portera une attention particulière à ne pas dépasser la capacité de production maximale autorisée.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : Renouvellement des garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 1.6.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le renouvellement des garanties financières doit intervenir au moins trois mois avant la date d'échéance de l'acte de cautionnement.</p> <p>Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, <b>au moins trois mois avant la date d'échéance</b>, un nouveau document dans les formes définies par l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 modifié.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis l'acte de cautionnement solidaire de 64 800 € du 06/10/2022 pour une durée de 5 ans.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Clôture et barrières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.1.4
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Clôture et barrières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin, etc) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le chemin d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.</p> <p>Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site est clôturé sur le pourtour de l'entrée Nord. Le reste du site est protégé par un merlon formant un obstacle à la pénétration des véhicules et protégeant les parties agricoles attenantes. Un portail fermé est présent et signal à l'aide d'une pancarte l'interdiction de pénétrer. De plus,</p>

<p>l'exploitant indique avoir placé différents panneaux d'interdiction de pénétrer ceinturant la zone d'exploitation.</p> <p>Le site ne possède pas de retenue d'eau.</p> <p>Pour information, le site est en activité pendant 6 à 8 semaines par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• 4 semaines pour l'extraction et le broyage/criblage en Mai-Juin ;</li> <li>• 1 à 2 semaines pour l'enlèvement du produit finis en Août-Septembre.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Accès à la voirie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.1.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès à la voirie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.</p> <p>Les aménagements des accès à la voirie publique se font en accord entre les services compétents et l'exploitant. Ce dernier prend en charge les travaux nécessaires.</p> <p>L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boues ou de matériaux sur la voirie publique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'entrée/sortie du site est correctement empierré et stabilisé. Il n'a pas été constaté d'épandage de boues sur les abords du site.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Méthode d'exploitation

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.2.3.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Technique de décapage</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction et limité aux stricts besoins.</p> <p>Les travaux de découverte sont réalisés en dehors des périodes de reproduction.</p> <p>Les terres et stériles sont stockés en merlons de protections de 2 mètres de hauteur et 4 mètres de largeur, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Il a été constaté que les terres et stériles sont stockés en merlons de protections d'environ 2 mètres de hauteur et 4 mètres de largeur. L'exploitant indique qu'ils sont destinés à la remise en état des lieux.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 6 : Méthode d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.2.3.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Epaisseur d'extraction</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'extraction de craie s'effectue sur une épaisseur maximale de 20 m. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La hauteur global du site est réalisé sur une hauteur d'environ 16-18 m. La prescription est respectée.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 7 : Méthode d'exploitation**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.2.3.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Méthode d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert. Compte tenu de la profondeur de l'extraction, le front de taille comprend 2 paliers de 6 à 10 mètres de hauteur maximum chacun, séparés par des banquettes d'une largeur minimale de 10 mètres. Les matériaux extraits lors du décapage sont réutilisés pour la remise en état des terrains exploités précédemment, une partie peut être stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable. L'extraction des matériaux est réalisée à l'aide d'une pelle hydraulique. Les travaux d'exploitation progressent selon le plan de phasage en annexe 1.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La remise en état sera réalisé à la fin de l'exploitation. En effet, le site est en fonctionnement (extraction) environ 6 semaines par an. Les matériaux extraits lors du décapage sont stockée provisoirement sous forme de merlons en bordure de zone exploitable. Lors de la visite, il a été constaté que la majorité des fronts de taille était réalisée sur 2 paliers de 8 m de haut environ chacun, inclinés d'une pente d'environ 45 degrés, et séparés par des banquettes d'une largeur d'environ 10 mètres. Cependant, il a été constaté que certaines zones avaient des banquettes inférieures à 10m et que l'inclinaison de la pente pouvait être de plus de 45°.</p>

Il est demandé à l'exploitant de porter une attention particulière à respecter l'inclinaison de la pente à 45° et la largeur de banquette pour s'assurer de la stabilité géotechnique de l'exploitation. Étant donné le rythme d'exploitation, il est demandé à l'exploitant de réaliser une consigne/procédure sur les méthodes d'exploitations à son personnel afin de respecter celle-ci sur l'ensemble du site.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  La consigne/procédure sera transmise à l'inspection des installations classées sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 8 : Méthode d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 10/12/2013, article 2.2.3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Stockage des matériaux
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le stockage des matériaux broyés ou concassés se fait conformément aux emplacements prévus dans le dossier : Le carreau de l'ancienne carrière est utilisé pour stocker les matériaux. Les matériaux traités seront transportés par une chargeuse vers la zone de stockage, et disposés en tas de 500 tonnes environ.
<b>Constats :</b>  Le stockage des produits finis est réalisé sur le carreau de l'ancienne carrière.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite